

Rapport de présentation

sur les projets

de décret modifiant le décret n° 65-382 du 21 mai 1965 modifié relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928

et

d'arrêté relatif à la prime de rendement allouée aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes

Modification des dispositions concernant la prime de rendement

L'article 13 du décret n° 65-382 du 21 mai 1965 modifié relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928 prévoit que les ouvriers des parcs et ateliers (OPA) peuvent percevoir une prime de rendement calculée sur le salaire de base et dont le taux est fixé par arrêté. Le taux moyen correspondant actuellement en vigueur est de 8%. Il est fixé par l'arrêté du 14 décembre 1993.

La circulaire du 12 décembre 2001 relative à la mise en œuvre du dispositif indemnitaire des OPA dans le cadre des dispositions ARTT prévoit en outre l'existence d'un complément à la prime de rendement. Ce complément visait à garantir aux OPA la part des heures supplémentaires liées à des conditions particulières d'exploitation qu'ils percevaient antérieurement. Il est, de plus, précisé que le montant cumulé du complément à la prime de rendement et de la prime de métier ne saurait dépasser les maxima prévus de la prime de métier.

L'article 42-I-3° du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 modifié définit de manière limitative les émoluments servant de base, en sus des salaires, au calcul de la pension à savoir : la prime d'ancienneté, la prime de rendement ainsi que les heures supplémentaires. Le complément de la prime de rendement ne peut être pris en compte car non énuméré. Ce dernier point a été mis en œuvre par le Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOIE), qui limite de fait la prise en compte à hauteur de 8 % de la seule prime de rendement, et a été confirmé par la décision du Conseil d'État du 26 avril 2013.

Par ailleurs, dans un référé du 8 octobre 2004, la Cour des Comptes a souligné que le texte fixant le taux de la prime de rendement n'était juridiquement pas conforme notamment dans le fait qu'il ne prévoit pas de taux plafond.

Il convient donc de formuler une réponse à ces différentes problématiques.

Le projet de décret modifie l'article 13 du décret n° 65-382 du 21 mai 1965 en créant 3 articles comme suit :

- l'article 13 définit la prime de rendement des OPA qui tient compte de la productivité de l'agent et des améliorations techniques qu'il apporte. Il précise le mode de calcul et indique qu'un arrêté précise le taux de référence applicable au salaire de base pour calculer le montant individuel de la prime de rendement versé. Cet article précise également le mode de calcul du plafond retenu, soit le double du taux de référence, répondant ainsi aux remarques de la cour des comptes.
- l'article 13-1 précise qu'un complément à la prime de rendement, tenant compte de l'expertise technique et des dispositions spécifiques en termes d'organisation du travail, peut être attribué. Cet article valide le fait que le complément est un élément de rémunération distinct de la prime de rendement et n'entre, donc, pas dans le calcul de la pension des OPA suivant en cela l'arrêt du conseil d'État du 26 avril 2013.
- l'article 13-2 fixe un plafond pour le montant cumulé de la prime de rendement et du complément à la prime de rendement. Le taux plafond proposé est le triple du taux de référence.

L'article 4 permet de maintenir, à titre individuel, le montant indemnitaire des agents dont la somme des montants de prime de rendement et de complément à la prime de rendement, avant entrée en vigueur des décret et arrêté, excède le taux plafond.

En complément, il est proposé d'abroger l'arrêté du 14 décembre 1993 et de créer l'arrêté mentionné à l'article 13 fixant un taux de référence de 8 %.

Modification des dispositions relatives à la rémunération

Le décret n° 2014-456 du 6 mai 2014 a fixé les conditions d'intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes.

A la demande des partenaires ministériels co-signataires du décret n° 65-382, qui souhaitent garantir la bonne application des dispositions du décret n° 2014-456, il est envisagé de modifier l'article 12 du décret n° 65-382 permettant de s'assurer que le niveau de salaire pris en compte pour le reclassement des ouvriers des parcs et ateliers au sein de la fonction publique territoriale, comprenant le salaire de base augmenté des primes d'ancienneté et d'expérience, ne soit pas supérieur au traitement indiciaire de l'échelon le plus élevé du grade de reclassement au sein de la fonction publique territoriale.

Le projet d'article 12.1 inséré au décret 1965-382 traduit ce principe de plafonnement. Par ailleurs, il permet de procéder à la revalorisation des salaires de base des premiers niveaux de la classification des ouvriers des parcs et ateliers sans impacter les rémunérations pour ancienneté de service en fin de carrière.

L'article 2 du projet de décret permet de maintenir, à titre individuel, la rémunération d'un agent dont la rémunération serait supérieure à ce plafond.

Telles sont les modifications apportées par les projets de décret et arrêté soumis à l'avis du présent comité technique ministériel.